



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 23/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAPREC GRAND EST

PRE A VAROIS
54670 Custines

Références : 2025_0618
Code AIOT : 0006200136

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2025 dans l'établissement PAPREC GRAND EST implanté ZAC DU PRE A VAROIS 54670 CUSTINES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC GRAND EST
- ZAC DU PRE A VAROIS 54670 CUSTINES
- Code AIOT : 0006200136
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de tri, traitement, regroupement de déchets non dangereux (papiers, cartons, bois),

relevant du seuil de l'autorisation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 04/11/2009, article 8.2	Demande d'action corrective	1 mois
3	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 04/11/2009, article 4.3	Sans objet
4	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet
5	Protection incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet
6	Protection incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
7	Protection incendie	Arrêté Préfectoral du 04/11/2009, article 7.4.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence des manquements quant à l'autosurveillance des rejets (eaux pluviales) que l'exploitant doit réaliser. Il n'y a en effet eu aucun suivi réalisé en 2024. L'exploitant doit reprendre son autosurveillance et renseigner les résultats des analyses dans l'outil de suivi mis en place par l'administration (GIDAF).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2009, article 8.2
Thème(s) : Actions régionales, autosurveillance
Prescription contrôlée : Autosurveillance eaux Les rejets d'eaux pluviales font l'objet d'un contrôle annuel sur l'ensemble des paramètres visés à l'article 4.3.
Constats :

L'exploitant a présenté pour les exercices 2022 et 2023 les rapports d'analyses relatifs à la qualité des rejets aqueux, constitués de l'analyse des prélèvements effectués les 04/08/2022 et 15/12/2023. Les rejets n'ont pas été contrôlés en 2024. Le jour de la visite, les rejets n'avaient pas fait l'objet d'un contrôle par l'exploitant au titre de 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est attendu de l'exploitant qu'il programme un contrôle de la qualité des ces rejets, pour l'année 2025. Un bon de commande sera transmis sous 1 mois à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2009, article 4.3
Thème(s) : Actions régionales, qualité
Prescription contrôlée : Eaux pluviales [...] <p>Les eaux pluviales de voiries et parking sont collectées et traitées par un débourbeur-déshuileur, suffisamment dimensionné, avant de rejoindre le réseau d'eaux pluviales de la zone.</p> <p>La qualité de ces eaux avant rejet dans le réseau d'eaux pluviales doit respecter les valeurs suivantes :</p> <p>Les rejets devront respecter les prescriptions suivantes</p> <ul style="list-style-type: none"> > MES : 30 mg/L > HCT : 5 mg/L > pH : compris entre 5,5 et 8,5 > T°C < 30°C
Constats : <p>Les eaux de voiries font l'objet d'un traitement par un débourbeur-déshuileur avant leur prise en charge par le réseau de collecte des eaux pluviales de la collectivité, dont l'exutoire est la Moselle. L'exploitant a présenté des éléments attestant de l'entretien de ces équipements de traitement, en particulier les bons d'intervention relatifs au curage et à la maintenance des équipements et les bons de suivi des déchets générés par ces interventions, qui se sont déroulées en 2022, 2023 et 2024. Les bulletins d'analyses joints aux rapports d'analyse des rejets d'eau pluviales produits pour les exercices 2022 et 2023, font état de la conformité de la qualité des rejets aux regard de la prescription.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, GIDAF
Prescription contrôlée :

<p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation dispose depuis le 01/05/2025, d'un cadre d'autosurveillance dans l'outil GIDAF, constitué d'un point de rejet, qui correspond à la sortie du dispositif de traitement des eaux de voiries, avant leur prise en charge dans le réseau d'eaux pluviales de la collectivité, dont l'exutoire final est la Moselle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est attendu que l'exploitant transmettent les résultats d'autosurveillance dans l'outil GIDAF, l'analyse des eaux pluviales de 2025 constituera la première campagne dont les résultats seront intégrés dans l'outil.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Contrôle de recalage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, autosurveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>« S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>« L'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p>« L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

« Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément. »
Constats : L'autosurveillance à laquelle est tenu l'exploitant, comporte au moins une mesure annuelle (qualité des eaux pluviales rejetées), aussi l'installation est-elle visé par le contrôle de recalage. Le jour de la visite, l'exploitant a précisé être en phase de consultation pour changer de prestataire pour la mise en œuvre de l'analyse de ses rejets. Suivant la formule qu'il retiendra (prélèvement en interne ou par le laboratoire prestataire, analyse par un laboratoire accrédité ou non), l'exploitant pourrait être concerné par un contrôle de recalage. Le cas échéant un contrôle de recalage sera à réaliser en 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Protection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, exercice de défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : Maîtrise des sinistres [...] <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p>
Constats : L'exploitant a présenté le compte-rendu du dernier exercice de défense contre l'incendie qui a eu lieu le 06/12/2024. Le scénario était le suivant : départ de feu (simulé par fumée) dans le stock de bois broyé à l'intérieur de la halle, lequel a conduit les personnels à mobiliser un RIA. Les dispositifs de confinement des eaux d'extinction n'ont pas été manœuvrés. Il appartient à l'exploitant de s'assurer que les exercices qu'il réalise, appellent la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de protection contre l'incendie qu'il est susceptible de mettre en œuvre en cas de sinistre (alerte, extinction, cantonnement, confinement des pollutions...).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Protection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Moyens d'intervention en cas d'accident. <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés,</p>

opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place [...].
Constats : L'exploitant a présenté les éléments suivants pour justifier de l'entretien des moyens de lutte mis en œuvre : > rapport de maintenance des alarmes (30/08/2024) ; > rapport des RIA (30/08/2024) ; > rapport d'entretien des extincteurs (30/09/2024). L'exploitant a présenté un document en date du 30/09/2024 produit par le prestataire en charge de la maintenance des équipements susmentionnés attestant de la levée des non-conformités mise en évidence lors des opérations de maintenance réalisées en 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Protection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2009, article 7.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Moyens de lutte contre l'incendie. Le bâtiment doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : > des extincteurs répartis à l'intérieur du bâtiment [...] > des robinets d'incendie armés [...] > un réseau de deux poteaux incendies de 180 m ³ /h et d'une réserve incendie de 280 m ³ [...] L'exploitant doit justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau.
Constats : L'exploitant a présenté le détail du calcul du besoin en eau de l'installation en cas de sinistre (calcul D9), lequel s'établit à 360 m ³ /h. L'exploitant répond à ce besoin par la mise en œuvre de : > deux poteaux incendie publics, qui lors de la dernière mesure (17/06/2021) présentaient à 1 bar un débit supérieur à 80 m ³ /h (PI 59), et supérieur à 100 m ³ /h (PI 58) ; > une réserve d'eau publique, dont le volume est supérieur à 360 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite